



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 12 décembre 2021

Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre

Réouverture de la ligne Epinal – Saint-Dié-des-Vosges

Gare de Saint-Dié-des-Vosges

Dimanche 12 décembre

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le ministre, cher Jean-Baptiste,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Monsieur le président, cher Jean ROTTNER,
Monsieur le Maire de Saint-Dié-des-Vosges, cher David VALENCE,
Mesdames et messieurs les maires,
Mesdames et messieurs les élus,
Mesdames et messieurs,
Chers amis,

Je le dis tout de suite, je suis très content d'être là vous vous en doutez. Tout le monde le sait, je suis un grand amateur de trains et passionné des choses ferroviaires et un grand défenseur du monde rural. Alors vous voyez, cela fait beaucoup de raisons pour que je sois heureux, Monsieur le maire, d'être dans votre belle ville. Je salue tous les autres maires, élus locaux qui sont ici, les élus en général et évidemment, le président de la SNCF, cher Jean-Pierre, avec lequel, il faut vous le dire, nous travaillons en permanence, bien sûr, avec le Gouvernement, avec le ministre des Transports.

Nous sommes ici réunis ce matin pour un moment hautement symbolique. Il s'agit d'un acte très pratique, très concret pour les usagers, pour les habitants. Nous avons vécu des décennies durant lesquelles l'État, la collectivité, considéraient que ces dessertes du monde rural coûtaient très cher quand même, vous voyez ? Nous avons donc baissé la garde sur

l'entretien, amorçant ainsi le cercle vicieux classique. On n'entretient plus, donc on roule à 40 et ainsi les gens ne prennent plus le train. C'est d'une logique implacable. Nous avons tous connu ça. Je l'ai vécu, sachez-le, dans mon territoire qui ressemble un peu au vôtre. J'ai même écrit un livre sur l'histoire de la voie ferrée qui dessert le territoire dont j'étais élu. Son histoire a été marquée par toutes ces évolutions.

Je me demande – en vérité j'ai ma petite idée – si la crise sanitaire que nous traversons n'a pas accéléré cette prise de conscience. Je constate que nos concitoyens vont retrouver le goût des villes moyennes, du monde rural, d'une certaine forme d'équilibre d'un rapport à la vie, d'un sens à donner aux choses. Et nous aurions bien tort, les politiques, les élus du peuple, de ne pas percevoir ces évolutions et surtout de ne pas leur donner des concrétisations et des suites opérationnelles. Et c'est très bien, je le dis, que je sois ici ce matin parce que j'ai parfaitement conscience qu'en particulier, cette région, Monsieur le président, est aux avant-postes de ces mobilités, de ces conceptions de la mobilité.

Vous m'avez saisi pour que nous allions encore plus loin dans cette décentralisation ferroviaire, compte tenu des preuves que vous avez déjà apportées, de votre efficacité à la gérer. L'idée est de donner encore plus de latitude à la région dans un but précis: lui permettre d'être plus efficace, c'est-à-dire à d'augmenter le nombre de rotations et donc le nombre de voyageurs qui seront sur les voies ferrées.

Aujourd'hui, je reviens à Saint-Dié-des-Vosges, je reviens à Épinal, nous concrétisons un engagement collectif, pris par le chef de l'État. Engagement pris, engagement tenu. Et cela est très important. Ce que nous faisons ici, ce n'est pas simplement une opération ponctuelle, une opération hautement symbolique comme je l'ai dit.

Ce que nous faisons à Saint-Dié-des-Vosges, évidemment, n'aurait pas de sens si avec le concours très étroit des régions, autorités organisatrices des mobilités, nous ne le faisons partout en France. Cela concerne les petites lignes. Alors, on dit petite ligne, c'est peut-être péjoratif, oh, je ne sais pas, c'est aussi affectif. Petit c'est joli non ? Bon, enfin, en tout cas vous avez compris, c'est la desserte fine du territoire. En tout cas, l'essentiel c'est que nous le fassions partout.

Je vais vous donner quand même quelques chiffres pour illustrer mon propos. Le total national est de 9 200 kilomètres qui, comme ici, seront régénérés, repris à neuf, parfois rouverts quand ils ont été fermés. On a déjà signé 6 protocoles, bien sûr avec le Grand Est. D'autres sont faits. Je serai en Occitanie vendredi avec madame la présidente de région pour signer le protocole des petites lignes dans cette région. Évidemment, si je suis là, c'est parce que la région Grand Est a été la première. Et je sais votre responsabilité, monsieur le Maire parce que j'ai compris que vous vous occupiez aussi de

transport dans la région. C'est une bonne chose, n'est-ce pas, que de pouvoir l'illustrer chez vous.

C'est donc un mouvement de grande ampleur. Nous y croyons pour toutes les excellentes raisons que vous connaissez et qui ont été rappelées par les précédents intervenants. Bien sûr, il y a le développement durable, il y a la transition écologique qui, comme chacun le sait, n'est plus un choix, qui est une nécessité impérieuse. Et puis, il y a le développement économique, la vie des gens. J'ai parlé de leurs aspirations nouvelles et de la défense du monde rural. C'est tout cela, mais le train c'est aussi la haute technologie je le rappelle, et je parle dans un département à la fois rural et extrêmement industriel. Regardez ce que nous faisons là aussi avec les régions, sur le futur train à hydrogène, sur les futures lignes à grande vitesse et le nouveau train, là aussi, qui va les emprunter, sur les trains légers. Il y a beaucoup d'innovations qui sont à portée de main et que nous allons déployer – autre illustration de la politique nationale avec le Plan de relance, et le plan France 2030 annoncé par le président de la République.

La France a toujours été pionnière pour le train. Nous devons cher Jean-Pierre, garder cet avantage parce qu'en plus, c'est ce qui nous donnera à la nation entière, à l'économie française, un avantage comparatif dans les décennies à venir. Je le revendique, nous dépensons de l'argent dans le ferroviaire comme nous le faisons là : c'est un investissement d'avenir. Il y aura, comme on dit, un retour sur investissement pour les populations, bien sûr, mais aussi pour notre économie. C'est un choix pertinent. Évidemment, nous devons être exigeants sur les conditions dans lesquelles ces investissements se réalisent. Mais c'est une ambition et une nécessité collective à laquelle je veux vraiment vous sensibiliser. Dois-je rappeler aussi à ce titre, car c'est la même logique, la réouverture des trains de nuit ? Je l'ai moi-même fait pour le Paris-Nice. Cher Jean-Pierre, nous avons voyagé ensemble, pour aller jusqu'à Nice. Ce soir même, c'est le Paris-Tarbes de nuit qui rouvre. Bientôt, on ira à Vienne.

Je parlais du plan de relance, nous sommes, observation de la Commission européenne, cher Jean ROTTNER, un des pays qui consacre le plus de moyens aux mobilités et au ferroviaire dans le Plan de relance. Même chose pour le plan France 2030, et c'est une fierté.

Que dire mesdames et messieurs du grand chantier du fret ferroviaire ? Des années de recul, des années que dis-je, des décennies. Tous les chiffres sont sur la table sans que j'ai besoin de vous les rappeler. Là aussi, nous réinvestissons fortement sur le ferroviaire. On parle de symbole, je parlais de Paris-Nice, aujourd'hui, Epinal-Saint-Dié-des-Vosges, et il y a quelques jours, j'ai rouvert là aussi avec le président FARANDOU, le train des primeurs, Perpignan-Rungis. Qui pouvait comprendre la situation avec tous ces camions sur l'autoroute A9 ? Tout ce que cela représente en tonnage, en danger sur la route ? On ferme un train de primeurs, pour renvoyer tout sur la route ?

Chacun comprend et ce n'est même pas faire de la politique que d'expliquer que c'est l'inverse de ce qu'il faut faire. Nous avons rétabli cette liaison et il y aura d'autres autoroutes ferroviaires, nous en parlons ce matin même, qui vont rouvrir.

C'est donc, je vous le dis, un plan global, un plan d'ensemble dont vous voyez toutes et tous la finalité, et l'impérieuse nécessité. Dois-je vous rappeler aussi, toujours au titre de cette cohérence, cher président FARANDOU, que nous avons procédé aussi à une réforme nécessaire de la SNCF ? Que l'État a repris 35 milliards d'euros de dettes pour que la SNCF puisse retrouver des capacités d'investissement et d'action, comme nous le voyons ce matin.

Il n'est me semble-t-il de véritable politique que globale. Et là aussi, je voudrais faire le lien avec un sujet qu'a évoqué le président de la région. Quand on fait ça aussi, on a parlé de mobilité, de développement, de ruralité, mais finalement, c'est un peu la même chose quand nous déployons à marche rapide et forcé, le très haut débit dans tous les territoires et dans toutes les communes des Vosges comme de France. C'est la même chose. Cela veut dire que sont données à toute entreprise, à tout citoyen les mêmes chances, les mêmes droits dans la communication, les réseaux. Ils sont matériels avec les voies ferrées. Et ils sont également immatériels de nos jours, on le sait bien, l'économie du monde étant numérique. Il faut l'accompagner tout cela, tout le monde n'y a pas accès. On doit être attentif à ceux qui n'y ont pas accès, mais pour autant, on ne peut pas tourner le dos à cette évolution.

Là aussi, je vous le dis, mesdames et messieurs, prenez conscience qu'avec ce que nous faisons avec ces réseaux d'initiative publique, dans votre région comme partout dans le pays, la France est d'ores et déjà aujourd'hui le pays le mieux couvert en très haut débit. Et si nous tenons, et nous les tiendrons, nos objectifs d'exhaustivité en 2025, nous aurons une avance là aussi considérable. On aurait pu, comme certains pays l'ont fait faire le choix de nous arrêter à des grandes métropoles, en disant c'est là qu'est le développement économique. Nous avons tourné le dos à cette approche en disant : la fibre partout, le plus possible partout.

C'est la même logique, et je dis aussi à monsieur le maire que cette politique globale et la conviction qui est la mienne, cher Jean-Pierre, en faveur du transport ferroviaire, nous conduit à rappeler que nous avons aussi besoin de complémentarité et donc de routes. J'étais hier dans votre belle région, cher président, à l'inauguration d'un contournement routier. Oui, je le dis, on a besoin de routes parce que là aussi, il va falloir expliquer à nos concitoyens que nous gérons une autre transition de façon extrêmement volontariste, qui est le passage du véhicule thermique au véhicule électrique. Cela est bien sûr compliqué avec tout l'accompagnement pour cette filière que cela nécessite, mais lorsque nous n'aurons plus que des véhicules hybrides ou des véhicules thermiques, la route deviendra aussi positive en matière de gaz à effet de serre. On a besoin des routes. Nous allons rouvrir, investir massivement dans

le ferroviaire mais il y a des endroits et pas que dans le monde rural où on a encore besoin d'infrastructures routières.

Nous devons donc avoir une vision globale. Je parlais de ruralité mesdames et messieurs. Epinal, Saint-Dié-des-Vosges : communes reliées messieurs les maires. Nul doute que ces infrastructures de transport vont concourir à leur développement. Action Cœur de ville est l'outil du Gouvernement pour aider ces villes à se développer comme il y en a d'autres. On est passé de la petite ville de demain pour les plus petites communes. Pour nous adapter, il faut décliner tout ça. Je suis ce matin à Saint-Dié. J'ai vu par le dynamisme des maires, on pourrait dire évidemment pareil pour Épinal et son agglomération que là aussi, des projets attestant d'un réel dynamisme, d'une reconquête, d'un élan nouveau sont accompagnés par l'État. C'est vous qui êtes à la manœuvre. Ce n'est pas nous qui allons bâtir le projet. Il n'y a que vous, avec vos habitants, qui savez ce qui est bon pour vos territoires. Mais nous voulons être au rendez-vous.

Alors même que la France a été confrontée à une crise toujours sanitaire, très forte et bien sûr, une crise économique et sociale qui en est résulté, non seulement nous n'avons pas baissé la garde en matière d'investissement – on aurait pu, la crise a amputé considérablement notre produit national brut et notre croissance – mais nous avons fait le choix d'investir. Les dotations d'investissement aux collectivités territoriales ont été plus que doublées pendant la période et il nous faut continuer parce que là aussi, il y aura un retour sur investissement. Nous avons fait le choix, vous le savez collectif avec les élus, de ne pas laisser tomber l'économie, les commerces, tous les secteurs qui ont été affectés par la crise. Et puis nous avons, je l'ai déjà dit, décidé d'un plan de relance ambitieux. Le résultat vous le connaissez, la France aujourd'hui, en cette fin d'année 2021, a le taux de croissance le plus élevé de la zone euro. Nous serons vraisemblablement, l'année n'est pas finie, à plus 6,75 % de taux de croissance avec tous les impacts que cela a sur le chômage.

Je sais bien que je me trouve être le Premier ministre à qui on prévoyait une explosion du taux de chômage, qui se préoccupe avec les élus et les acteurs économiques, de savoir comment pourvoir les emplois que l'on crée. 300 000 emplois non pourvus. C'est un drame. Il faut que l'on agisse fortement, d'où notamment la réforme de l'assurance chômage, le maximum de nos concitoyens vers l'emploi et vers l'activité. Tout cela va y concourir. Ce que je peux vous dire, bien sûr, c'est me réjouir vivement avec vous que la promesse et l'engagement pris par le président de la République aient été tenus ici, dans les Vosges, entre Epinal et Saint-Dié-des-Vosges. Mais le Premier ministre doit aussi rappeler que ce n'est pas un exemple isolé ou un feu de paille, que nous nous inscrivons dans une vision globale, partenariale. Nous travaillons très bien avec les collectivités territoriales. Bien sûr qu'il y a par-ci, par-là des polémiques, des divergences. Bon ! C'est la France, s'il n'y avait pas quelques polémiques, cela nous manquerait.

La réalité, au-delà de cela, quelle est-elle ? Je le dis devant le président de région, je le dis devant les parlementaires et les élus locaux, nous n'avons jamais autant contractualisé. Le contrat, c'est un bon mot. Il y a tellement de gens qui rêvent de nous diviser, qui rêvent de s'extrémiser, qui rêvent de jeter l'anathème des uns contre les autres, que notre devoir impérieux. En tout cas, c'est celui que le Gouvernement de la République poursuit sous l'autorité du chef de l'État. C'est au contraire autour de projets structurants comme celui qui nous réunit aujourd'hui, que plus que jamais nous rassemblons et reconstruisons la France.

Je vous remercie.